

# Laissons Google tranquille (mais pas trop)



Evgeny Morozov CC-BY-SA  
re:publica

Un article qui « défend » Google sur le framablog... sérieusement ?

Oui : sérieusement. Car ce billet d'[Evgeny Morozov](#) ne défend pas Google, ni Facebook ni leurs consorts, mais il incite nos politiques à ne pas céder à la facilité de marteler le colosse de la *Silicon Valley* en lui imputant tous les maux du monopole actuel, et à s'attaquer au fond du problème : la maîtrise de nos données.

Lionel Maurel (juriste et bibliothécaire connu sous le pseudo [Calimaq](#)) parle au travers de son blog des données personnelles, et suit de près les théories qui évoluent d'une vision *propriétaire* à la perspective de [données devenant un commun](#).

Plutôt que de démanteler les monopoles de GAFAM, la création d'un « commun des données » pourrait couper l'herbe sous les pieds d'argile de ces colosses de manière plus éthique et solidaire.

Et si l'Europe avait le pouvoir politique de rendre cela possible... ?

# L'Europe a tort de s'attaquer à la hache au géant Google.

par [Evgeny Morozov \(tumblr\)](#).

*Traduction : Goofy*

C'est le passe-temps favori du continent, et même le Parlement européen ne peut y résister : s'attaquer au moteur de recherche le plus grand du monde. Lors d'un vote récent et largement symbolique, les députés européens ont insisté pour que la recherche Google soit séparée de ses autres services – exigeant, en substance, que l'entreprise soit démantelée.(1)

Ce serait bénéfique pour les détracteurs de Google, mais malheureusement pas pour les citoyens européens. La recherche, comme le secteur du réseautage social dominé par Facebook, semble être un monopole naturel. Plus Google connaît de chaque requête – qui demande quoi, où et pourquoi – plus ses résultats seront pertinents. Une entreprise qui a organisé, disons, 90 pour cent de l'information du monde fera naturellement mieux que une société qui détient à peine un dixième de cette information.

Mais la recherche n'est qu'une partie du portefeuille tentaculaire d'activités de Google. Les thermostats intelligents et les voitures auto-conduites sont des entreprises d'information, aussi. Tous puisent dans les réservoirs sans fond des données captées par Google, par les capteurs tels que ceux intégrés dans le matériel et les algorithmes. Tous se nourrissent mutuellement.

Les décideurs politiques ne saisissent pas encore le dilemme. Désolidariser la recherche des autres services de Google revient à les couper de leur contexte qui améliore leur précision et leur pertinence. Mais laisser Google opérer comme

un monopole naturel revient à lui permettre d'envahir d'autres domaines.

Facebook présente un dilemme similaire. Si vous voulez construire un service autour de votre personnage en ligne – que ce soit pour trouver des musiques nouvelles ou partager des outils électriques avec vos voisins – sa passerelle d'identification est très pratique. Comme il cartographie nos intérêts et nos liens sociaux, Facebook est le gardien de nos réputations et des profils de consommation. Il rend disponible notre identité numérique à d'autres entreprises et lorsque nous interagissons avec ces entreprises, Facebook lui-même en apprend encore plus sur nous.

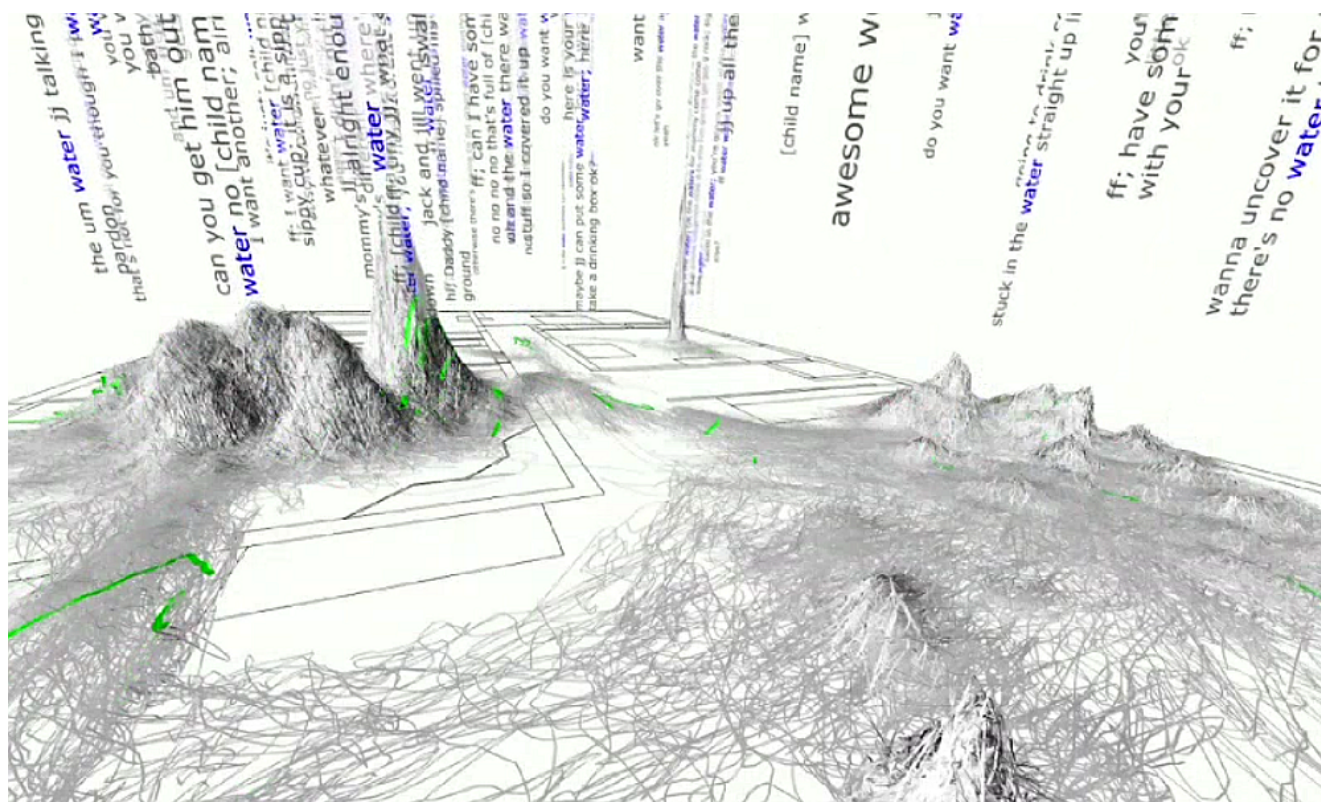
*Étant donné que les données sur notre comportement pourraient détenir la clé pour résoudre les problèmes, de la santé au changement climatique, qui devrait les rassembler ? Et devraient-elles être traitées comme une marchandise et revendues à tous ?*

Imaginez que ces données puissent être accumulées par les citoyens qui sont effectivement ceux qui les génèrent, d'une manière qui favorise leur utilisation commune. Donc, une communauté pourrait visualiser ses besoins de voyage précis et organiser des services de bus flexibles et efficaces – ne jamais voyager trop vide ou trop plein – pour rivaliser avec l'entreprise de transport innovante Uber. Les taxis commandés via Uber (dont Google est actionnaire) peuvent maintenant jouer des chansons que les passagers ont déjà « aimées » sur le service de musique en streaming Spotify (Facebook est un allié), une indication de ce qui devient possible une fois que notre identité numérique est au cœur des prestations de services. Mais laisser ces données entre les mains du clan Google-Facebook revient à empêcher les autres de trouver de meilleurs usages.

Nous avons besoin d'un système de données radicalement

décentralisé et sécurisé ; personne ne devrait être en mesure d'obtenir vos données sans autorisation, et personne d'autre que vous ne devrait en être propriétaire. Dépouillé de identificateurs de la vie privée compromettants, cependant, ces données devraient être regroupées en une ressource commune. Tout innovateur ou un entrepreneur en herbe – pas seulement Google et Facebook – devrait être en mesure d'accéder à ce pool de données pour construire sa propre application. Cela amènerait une abondance de fonctionnalités et de services jamais vus.

L'Europe a besoin non pas d'un Airbus pour concurrencer le Boeing de Google, mais de milliers d'entreprises agiles qui opèrent sur un pied d'égalité avec les grandes sociétés américaines. Cela n'arrivera pas tant que nous n'aurons pas traité certains types de données dans le cadre d'une infrastructure commune, ouverte à tous. Imaginez le scandale si une grande entreprise achetait tous les exemplaires d'un livre en particulier, n'en laissant aucun pour les bibliothèques. Pourquoi devrions-nous accepter un tel accord avec nos données ?



Water wordscape CC-BY Marius B.

Les recherches basiques comme « Qui a écrit Guerre et Paix ? » ne nécessitent pas la sophistication de Google et peuvent être fournies gratuitement. Empêché d'accumuler les données des utilisateurs à des fins publicitaires, Google pourrait toujours fournir des services de recherche de pointe, peut-être de façon payante (pas nécessairement payés par les citoyens). La facture pour trouver des livres ou des articles en rapport avec celui que vous lisez pourrait être acquittée par les universités, les bibliothèques ou même votre employeur.

L'Amérique n'abandonnera pas le modèle actuel de services centralisés, financés par la publicité ; la surveillance d'état a besoin d'eux. La Russie et la Chine ont diminué leur dépendance à Google et Facebook, mais n'ont fait que les remplacer par des équivalents locaux.

L'Europe pourrait mieux faire. Elle dispose d'un minimum de respect de la protection des données. Ses citoyens sont mal à l'aise avec l'avidité de la *Silicon Valley*. Mais il n'y a aucune raison de revenir à un passé pas si lointain, lorsque les données étaient chères et difficiles à agréger. Les politiciens européens devraient adopter une vision à plus long terme. Le problème avec Google n'est pas qu'il est trop grand, mais qu'il siphonne des données qui ne lui appartiennent pas.

(1) *sur la volonté européenne de scinder les activités de recherche du reste [lire cet article](#).*